



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

F.Bourgeois SEB/DB le 19/11/2024

Abréviations

AI : Air Intérieur

QAI : Qualité de l'AI

ERP : Établissement Recevant du Public.

EAMA : Evaluation Annuelle des Moyens d'Aération

ADQAI : Auto Diagnostic de la Qualité de l'Air Intérieur.

CMP : Campagne de Mesure des Polluants

COFRAC : Comité Français d'Accréditation

Code de l'Environnement

L221-8 du CE

- Instaure la QAI pour le propriétaire des ERP avec une information des pouvoirs publics.

R221- 1 à 29 du CE :

- R221-1 : Définitions de termes techniques et seuils par polluants (Glossaire)
- R221-2 : Définition d'une agglomération (Insee).
- R221-3 : Le Ministre en charge de l'environnement définit les modalités de surveillance de la QAI.
- R221-4 à 15 : Les organismes de surveillances et leur fonctionnement (information)
- Article D221-16 à 22 : Le Conseil national de l'air, rôle et fonctionnement.
- R221-22 : Les matériaux de constructions et leur étiquetage et leurs émissions de polluants volatils.
- R221-29 : Définitions des « valeurs guide » pour l'AI et le Radon.

CE - R221-30 - I

Le propriétaire, sinon l'exploitation, sinon le préfet doit faire :

1. une évaluation annuelle des moyens d'aération (EAMA) des bâtiments, notamment le CO2
2. un auto-diagnostic de la QAI (ADQAI) au moins tous les 4 ans avec :
 - une identification des sources polluantes
 - l'entretien des systèmes de ventilation et des moyens d'aération
 - la diminution de l'exposition des occupants aux polluants
3. une campagne de mesures des polluants (CMP) réglementés et déclenchée par des **étapes clés** pouvant impacter la QAI.
4. Un plan d'action à réviser tous les 4 ans et visant à améliorer la QAI en fonction des trois précédents.

Les documents sont tenus à disposition du préfet.

CE - R221-30 - II

6 catégories d'ERP concernés :

- 1 à 3 : enseignement et petite enfance.
- 4° **Les structures sociales et médico-sociales** rattachées aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique ainsi que les **structures de soins de longue durée** de ces établissements ;
- 5° Les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 4°, 6°, 7° et 12° (6 sur 17 !) du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 6 : établissements pour mineurs (pénitentiaire ou pas).

CE - R221-30 - III

Pour chaque catégorie, un décret fixe

- Le contenu de l'EAMA et ses modalités de réalisation ;
- Les étapes clés de la vie du bâtiment, le seuil éventuel de déclenchement des CMP ainsi que leurs délais de réalisation;
- Pour la réalisation des CMP, les valeurs au-delà desquelles des investigations complémentaires doivent être menées et les valeurs au-delà desquelles le préfet doit être informé des résultats.

R221-30 à 38 et D221-38

- R221-31 : Les prélèvements et analyses sont faites par des organismes accrédités (COFRAC)
- R221-32 à 35 : Délais de production, de publicité des résultats (employés, utilisateurs) et transmissions aux organismes et préfet.
- R221-36 : Mesures à prendre en cas de résultats négatif, substitution par le préfet.
- R221-**37** et 38 : Pour les Bâtiments médico-sociaux et de santé (contour à préciser), les textes sont applicables le **1/1/2025**. Pour l'enseignement et l'enfance, les textes sont déjà en vigueur.

R226-15 Sanctions

- Article 131-42 : Amende de 5ème classe pour personne morale est celle d'une personne physique au quintuple (3.000 à 15.000 €) et éventuellement remplacée par une interdiction ou confiscation.

Décrets et arrêtés : parus à ce jour...

- Arrêté du 27 décembre 2022 fixant les conditions de réalisation de la mesure à lecture directe de la concentration de CO₂. (pour toute catégorie) : [Ce texte explique comment faire une mesure, mais pas comment faire une campagne de mesures.](#)
- Arrêté du 1er juin 2016 relatifs aux modalités de surveillance de la QAI dans certains ERP (enseignement enfance).
- Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance).

Arrêté du 1er juin 2016 relatifs aux modalités de surveillance de la QAI dans certains ERP (enseignement enfance):

Article 2 - Grilles d'auto-diagnostic et informations à donner

Article 3-5-6 - L'accréditation par COFRAC pour la prestation de **prélèvement** et/ou sur l'**analyse** des substances polluantes et **Obligation** de participer au minimum une fois par an, à leurs frais, **aux sessions de comparaisons** de l'INERIS

Article 7 – Dans un délai de **trente jours** à compter de la réception du dernier rapport, le propriétaire **informe le directeur d'école ou le chef d'établissement**. Le **directeur d'école ou le chef d'établissement en avise les membres du conseil d'école ou du conseil d'administration et de la commission hygiène et sécurité**.

Article 8 : Information : le propriétaire met à disposition, par voie **d'affichage près de l'entrée principale**, un « bilan relatif aux résultats de la surveillance de la qualité de l'air intérieur » dans **un délai de trente jours** à compter de la réception du dernier rapport.

un plan d'actions : **information des personnes fréquentant l'établissement par voie d'affichage** sur les conclusions de l'évaluation des moyens d'aération. **Une affiche associée** au guide pratique est également **apposée dans l'enceinte de l'établissement**

Article 9-10 : Les résultats sont collectés et exploités par l'INERIS fournis par les organismes accrédités dans un **délai maximal de deux mois**.

Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance):

Article 2 - Généralités

Qui fait les contrôles ?: les services techniques, ou toute autre personne, , par un **contrôleur technique** agréé, un **bureau d'études** ou par un **ingénieur-conseil** ou par un organisme effectuant les prélèvements et analyses. Avec l'aide du **personnel occupant** les bâtiments

Quels locaux ? : Les salles d'enseignement, yc. les salles d'activités sportives, les salles d'activité ou de vie des établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans ou des accueils de loisirs, les salles de restauration des établissements, les dortoirs des établissements.

Sont exclus les circulations, les locaux techniques, les cuisines, les sanitaires, les bureaux et les logements de fonction.

Combien de locaux contrôler ? : La moitié des pièces avec 6 minimum et 20 maximum. Elles sont choisies en fonction de la configuration des bâtiments, de leur période de construction, des travaux et actions qui y sont effectués susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'air intérieur, de la présence ou non d'ouvrants donnant sur l'extérieur, des moyens d'aération et du type de ventilation mécanique..

Que contient le contrôle ? : Une vérification de l'accessibilité aux ouvrants, un examen visuel des dispositifs de ventilation, une mesure à lecture directe de la concentration en dioxyde de carbone dans l'air intérieur,

Article 3 - Contenu du rapport

Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance):

Article 4 – Définition des substances mesurées (benzène, etc..)

Article 4 bis -

Le tableau annexé au présent décret fixe :

1° **Les étapes clés de la vie** du bâtiment pouvant impacter la qualité de l'air intérieur

2° **Le seuil de déclenchement** des campagnes de mesures des polluants par catégorie d'étapes clés ainsi que les polluants réglementés

La réalisation des campagnes de mesures des polluants à chaque étape clé de la vie du bâtiment est effectuée sans préjudice du respect des dispositions en vigueur relatives à l'aération et la ventilation définies dans le règlement sanitaire départemental, des règles générales d'hygiène.

La surface concernée par les petits et moyens travaux du bâtiment appartenant à un établissement recevant du public est calculée sur une période de 6 mois glissants, à partir de la date du début des premiers travaux.

Une étape clé de la vie du bâtiment pouvant impacter la qualité de l'air intérieur est considérée comme réalisée à la date de réception du bâtiment ou des travaux, ou à la date de changement de l'utilisation des pièces.

Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance):

Article 4 – Définition des substances mesurées (benzène, etc..)

1° Les étapes clés de la vie du bâtiment pouvant impacter la qualité de l'air intérieur

Gros travaux (neuf/ réhabilitation)

- Livraison-bâtiment neuf
- Livraison-extension bâtiment existant
- Livraison-rénovation lourde, rénovation énergétique

Petits & moyens travaux

- Changement des fenêtres/ portes-fenêtres/ portes donnant sur l'extérieur
- Changement du revêtement de sol
- Travaux sur les parois intérieures
- Changement du faux-plafond/ plafond

Actions sur les locaux

- Changement de la disposition des pièces (parois intérieures)
- Changement pérenne de l'effectif d'occupation avec un effectif supérieur à 1,5 fois l'effectif théorique de la pièce
- Changement pérenne d'activité susceptible d'accroître les concentrations en dioxyde de carbone

Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance):

Article 5

I.-La campagne de mesures des polluants **débute dans le mois suivant la fin de la réalisation d'une étape clé.**

II.-Elle comprend :

1° De **deux séries de prélèvements** sur deux périodes espacées de quatre à sept mois, **dont une pendant la période de chauffage.**

2° D'une mesure en continu du CO2 effectuée sur une seule période, **pendant la période de chauffage;**

III.- Certaines étapes clés ne requièrent pas de **campagne complète** et peuvent faire l'objet d'une **campagne partielle** qui cible certains polluants uniquement. Ces étapes clés et les obligations afférentes sont précisées en annexe du présent décret.

IV.-La campagne de mesures des polluants, complète ou partielle, est réalisée dans les pièces.

V.-La campagne de mesures des polluants, complète ou partielle est effectuée sur un échantillon de pièces représentatif. Une campagne réalisée dans huit pièces est réputée suffisante.

Dans cette limite, les polluants sont mesurés, dans une pièce par étage, lorsque, à cet étage, le nombre de pièces satisfaisant aux conditions prévues au II de l'article 2 est inférieur ou égal à trois, dans deux pièces par étage, lorsque, à cet étage, le nombre de pièces satisfaisant aux conditions prévues au II de l'article 2 est supérieur ou égal à quatre.

Décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP (enseignement enfance):

Article 5 (suite) :

VI.- Le dispositif de prélèvement est placé au centre de la pièce et au moins à une distance d'1 mètre des parois ou du plafond de la pièce et à l'écart des zones de la pièce largement exposées à des courants d'air, des zones proches des sources de chaleur ou des rayonnements solaires, ainsi que des sources connues de formaldéhyde.

VII.- Lorsque plusieurs polluants sont concernés, les mesures des polluants sont effectuées concomitamment sur une durée de 4,5 jours, pendant une période d'ouverture de l'établissement et dans des conditions normales de fréquentation.

VIII.- **Un prélèvement extérieur de benzène est réalisé à proximité** de chaque établissement pour chacune des campagnes de mesures des polluants intégrant le benzène.

IX.- Les prélèvements de formaldéhyde et les mesures de dioxyde de carbone ne sont pas requis dans les locaux équipés de baies ouvertes de façon permanente.

Article 6 - Les prélèvements sont réalisés **conformément aux bonnes pratiques en vigueur** (conformément aux normes en vigueur en matière d'exigences générales de compétence pour effectuer des échantillonnages et des analyses)